

## Cachemire : les menaces de l'Hindutva

jeudi 12 septembre 2019, par [VANAIK Achin](#) (Date de rédaction antérieure : 31 août 2019).

**Les peuples du Jammu-et-Cachemire des deux côtés de la frontière ont été continuellement trahis par les gouvernements pakistanais et indien.**

Dans la partie de la province occupée par les Indiens, les gouvernements précédents, avec le soutien des régimes d'États fantoches et des élections truquées dans la vallée, ont systématiquement érodé les pouvoirs et les droits autonomes de la région. Face à la montée du ressentiment parmi la population, les mesures répressives de Modi constituaient le seul moyen de contenir la colère et le militantisme croissants des Cachemiris.

On peut reconnaître le rôle néfaste joué par le gouvernement pakistanais et les forces islamistes soutenues par eux dans ce scénario. Mais la vérité est que le gouvernement indien a créé et maintenu les « eaux troubles » de la vallée, dans lesquelles le Pakistan pêchait depuis la fin des années quatre-vingt. Tous les gouvernements indiens précédents étaient déterminés à maintenir l'unité territoriale et le contrôle politico-militaire de la vallée à tout prix, quelles que soient les souffrances de la population du Cachemire ou leurs aspirations. En bref, la terre était toujours plus importante que le peuple.

Cette dernière action est la dernière étape pour mettre fin à tout ce qui reste de la revendication d'autonomie du Jammu-et-Cachemire et du respect de son histoire, de sa culture et de ses espoirs politiques distinctifs au sein de l'Union indienne. La motivation du BJP / RSS n'est pas simplement une réaffirmation du principe de la priorité donnée à l'unité territoriale ; il est également motivé par une haine fondamentale envers les musulmans et l'islam et par la détermination de réduire les musulmans indiens à des citoyens de seconde classe dans le cadre de sa volonté de créer une nation et un État hindous à tous les noms. Cette action a des conséquences spécifiques pour les trois parties de la région, pour le reste de l'Inde et pour les relations de l'Inde avec le Pakistan.

Cela a été fait par une violation flagrante de la constitution. La base fondamentale de l'intégration de la région dans l'Union reposait sur l'autorité souveraine d'une assemblée constituante du Jammu-et-Cachemire constituée en 1951 et définitivement dissoute en 1957. Tandis qu'une législature nationale - qui ne peut jamais avoir une autorité souveraine mais seulement une Annulé à maintes reprises pour apporter des modifications et transférer de plus en plus de pouvoirs énoncés dans la constitution indienne à la province, l'annulation de l'art. 370 ne peut être fait que par cette Assemblée constituante.

Pour contourner ce problème, le gouvernement Modi a utilisé un autre article 367 pour introduire une clause faisant de la législature d'un État l'équivalent d'une assemblée constituante. Ensuite, si une assemblée d'État n'est pas en activité parce que, par exemple, la règle du président a été imposée, le président peut usurper les pouvoirs de cette assemblée et adopter des ordonnances qui ont force de loi. Compte tenu de cette équation inconstitutionnelle, l'étape suivante consistait alors à annuler l'art. 370 et suivants, Art. 35A, qui empêchait la vente de terrains privés ou de postes gouvernementaux à des personnes ne résidant pas au Jammu-et-Cachemire.

La question a déjà été portée devant la Cour suprême. Cela n'inversera presque certainement pas ces actes inconstitutionnels. Cela peut annuler le déclassement arbitraire en statut UT d'une ou des deux parties (bien que cela aussi soit peu probable). En l'état actuel des choses, la Cour suprême a décidé le 13 août que ce confinement militaire pouvait durer deux semaines. Si la Cour suprême n'annule pas cette inconstitutionnalité, elle créera un dangereux précédent selon lequel le président, à la demande du Premier ministre et du gouvernement, peut accélérer de manière spectaculaire la centralisation beaucoup plus grande du pouvoir à New Delhi par rapport à tous les autres. États de l'Union.

C'est bien entendu l'objectif déclaré et à long terme du BJP et du RSS. Déjà dans son discours du 15 août, jour de l'indépendance, Modi avait appelé à la tenue de scrutins centraux et provinciaux simultanés, c'est-à-dire « un pays, un scrutin », tout en affirmant qu'un pays avec une croyance était le fondement de la construction d'une Inde forte.

### **Dans l'ancien Jammu-et-Cachemire**

Modi a déclaré que l'Etat du Jammu-et-Cachemire pourrait être rétabli éventuellement et que des scrutins seront organisés pour la nouvelle législature. Le plan, cependant, est le suivant : une commission de délimitation a déjà été mise en place pour réorganiser les circonscriptions et les unités administratives et circonscriptions et achèvera son travail avant la tenue des élections. L'objectif est d'augmenter le nombre de circonscriptions dans le Jammu, à majorité hindoue (près de 6 millions d'habitants, dont environ 35% sont musulmans), dont le territoire est plus vaste mais la population globale plus petite que celle de la vallée (8 millions) – de sorte que le BJP, qui bénéficie d'un soutien massif au Jammu mais très peu dans la Vallée, puisse néanmoins obtenir une majorité des sièges, soit seul, soit avec des partis plus petits en dehors des plus grands Cachemiriens.

Il pourrait aussi y avoir une autre manœuvre juridico-politique. Historiquement, le RSS a toujours souhaité la trifurcation et par conséquent un État séparé pour la région du Jammu. Une fois que ce gouvernement aura la certitude de pouvoir obtenir la majorité dans la nouvelle législature du territoire de l'Union du Jammu-et-Cachemire, cela pourrait ouvrir la voie juridique vers une nouvelle séparation selon laquelle le Jammu obtiendrait le statut d'État tandis que le Cachemire demeurerait un État doté de formes maximalistes de relations politico-militaires. contrôle, à exercer de façon durable sur elle par le centre.

Le gouvernement Modi a pris la décision unique de bifurquer, puis de rétrograder les deux parties d'un ancien État unifié au statut d'UT, tout en veillant à ce qu'une partie puisse avoir un corps législatif représentatif, mais pas l'autre. Dans le même temps, Modi rassure – certainement davantage les Hindous du Jammu que les musulmans représentant 96% de la population de la vallée – qu'il se préoccupe de leurs intérêts et que certains de leurs privilèges spéciaux seront restaurés. par le rétablissement de l'état.

Dans les commentaires faits jusqu'ici, à la fois négatifs et positifs, sur ce que New Delhi a fait, personne n'a laissé entendre qu'un plan aussi profond était en place. Mais il serait peut-être sage de ne pas exclure une telle possibilité, car ce qui a déjà été fait confirme l'ampleur de la manipulation malveillante de la loi que ce gouvernement est prêt à prendre.

La modification des unités administratives va ghettoïser les musulmans en les concentrant davantage, ce qui facilitera leur suivi et leur contrôle à l'avenir. Si l'élimination du 35A est nécessaire pour provoquer des changements démographiques au Jammu-et-Cachemire, l'unité locale du parti du BJP au Jammu craint que des étrangers ne s'emparent de terres. Donc, au bon moment, après que certaines terres aient été cédées à des capitalistes privilégiés d'autres États, alors, comme dans quelques autres États indiens, cette acquisition de terres ne peut avoir lieu que pour ceux qui

ont des certificats domiciliés rétablissant ainsi partiellement les privilèges locaux.

Dans la vallée, le « juste milieu » de ceux qui ont voulu rester en Inde, bien qu'avec une autonomie très réduite et une volonté de collaborer avec les pouvoirs en place à New Delhi, a été rayé de la carte politique. Où peuvent-ils aller maintenant ? Peuvent-ils se joindre aux séparatistes ou tentent-ils de collaborer avec un gouvernement qui n'en a plus besoin à moins de vouloir devenir un pantin complet et d'abandonner toute discussion sur l'autonomie ?

Dans la vallée, il y aura une colère croissante et une aliénation publique plus profonde et plus large du reste de l'Inde, en particulier parmi les jeunes. Il y aura très probablement plus de recrutement et de soutien pour, ainsi qu'une collaboration avec, les forces d'insurrection transfrontalières – elles-mêmes encouragées par le gouvernement pakistanais. Ceci, et même des actions de masse non-violentes, serviront de prétexte au gouvernement indien et aux forces armées indiennes pour exercer une plus grande brutalité et une plus grande répression, notamment par le recours à la législation récemment modifiée sur le « terrorisme » pour arrêter, harceler, et même torturer ceux réputés « suspects ».

Outre la zone à majorité musulmane du Jammu, près de la frontière pakistanaise, dont les représentants étaient jusqu'alors réticents à l'égard de leurs transactions avec les puissantes forces politiques de la vallée et du Jammu, leur identification avec différents courants de la vallée et les forces régionales de l'Azad Cachemire La partie détenue par le Pakistan, qui n'a jamais connu les troubles du Cachemire indien, augmentera. Quant au Ladakh, sa population d'environ 240 000 habitants est elle-même divisée entre les musulmans chiites de la région de Kargil et les bouddhistes de la région de Leh, sans aucun amour perdu entre eux. Les chiites ont peur parce qu'ils sont musulmans mais n'ont aucune affinité réelle avec les musulmans à prédominance sunnite du Cachemire ou du Jammu. Les bouddhistes de Leh sont satisfaits de leur nouveau statut distinct de TU et recherchent plus de fonds du centre.

### **Au Pakistan et dans le reste de l'Inde**

Le BJP a également modifié de manière décisive ses relations avec le Pakistan. C'est un *ennemi* avec qui il ne peut y avoir de compromis sauf en termes indiens, c'est-à-dire en acceptant cette nouvelle réalité. C'est la contrepartie externe de l'hostilité de l'Hindutva envers les musulmans en interne. Et les forces anti-pakistanaïses peuvent se rassembler autour d'une partie beaucoup plus large de la population indienne, notamment un nombre considérable de libéraux, de partis de gauche, de partisans et de dirigeants du Congrès et d'autres partis non-BJP qui s'opposent par ailleurs au BJP. La période de mise en place d'une sorte d'arrangement bilatéral de « frontière souple » ou même d'une « double tutelle » d'un Cachemire relativement autonome des deux côtés de la frontière est révolue. Le message adressé au reste du monde est clair : le Cachemire ne doit figurer à aucun agenda international. C'est une affaire purement interne qui ne suscite aucune ingérence extérieure, que des considérations humanitaires soient maudites.

Certains progressistes au Pakistan qui veulent institutionnaliser la démocratie libérale au Pakistan et voient une érosion décisive du pouvoir politique de l'armée pakistanaise dans les mouvements de Modi au Cachemire. L'impasse, ils pourraient dire, est terminée. Les deux pays ont maintenant englouti leurs parties respectives de la province autrefois unie du Jammu-et-Cachemire et devront s'acheminer vers l'acceptation du nouveau fait accompli international, car aucune des deux parties n'est suffisamment stupide pour risquer une guerre majeure étant donné son excédent nucléaire.

Mais les choses ne sont pas si simples. Les forces armées pakistanaïses et les forces islamistes du pays ne suivront pas cette voie. En effet, l'Inde de Modi, lors de sa précédente frappe sur Balakot, et bien en territoire pakistanais – la première fois depuis l'ère nucléaire qu'une puissance nucléaire a

effectué une pénétration aussi profonde, une frappe aérienne conventionnelle sur une autre puissance nucléaire – a indiqué que le soi-disant bouclier nucléaire ne dissuadera pas les attaques classiques de la part des forces indiennes beaucoup plus fortes. L'insurrection transfrontalière du côté pakistanaïse a provoqué cela plus tôt. une attaque menée par un habitant du Cachemire à Pulwama contre des soldats indiens a conduit à l'attaque de Balakot.

Certes, le Pakistan est conscient de la supériorité conventionnelle de l'Inde et a publiquement défini ses propres lignes rouges qui déclarent sa volonté d'utiliser des armes nucléaires tactiques sur les troupes indiennes qui pénètrent trop loin sur son territoire. Cependant, la doctrine nucléaire de l'Inde dit simplement qu'elle se réserve le droit de prendre des mesures de représailles partout où les troupes indiennes sont menacées. Selon la dernière interprétation de la doctrine nucléaire « pas de premier usage » par un ancien responsable des affaires étrangères, cela n'empêche pas l'utilisation préventive si les circonstances le justifient.

Le danger réel n'est pas tant qu'une partie décide de lancer ses armes nucléaires, mais que la probabilité d'une insurrection transfrontalière augmente après que l'accord américano-pakistanaïse sur l'Afghanistan permette à davantage d'escadrons islamistes de se déplacer vers les zones frontalières indo-pakistanaïses. . Les escarmouches transfrontalières le long de cette frontière peuvent augmenter considérablement. Celles-ci peuvent se transformer en une guerre conventionnelle, augmentant les chances d'échanges nucléaires mal calculés ou par inadvertance. Les efforts déployés par le Pakistan pour internationaliser la question, à moins d'une menace d'échange nucléaire, n'aboutiront pas vraiment. Le poids de l'Inde dans la structure d'alliance géopolitique des États-Unis est supérieur à ses liens avec le Pakistan, bien que, pour Washington, ces relations soient distinctes et servent des préoccupations non substituables. La Chine donnera un soutien verbal et fournira des armes au Pakistan,

Dans le reste de l'Inde, le geste de Modi lui a valu une popularité encore plus grande auprès du grand public auprès de la plupart des partis régionaux, y compris de ceux opposés au BJP, comme le AAP (Common Man's Party) au pouvoir à Delhi. La gauche électorale dominante du CPM, du CPI, et un parti maoïste de surface, le CPI-ML (Libération), ont appelé à la restauration du statu quo antérieur, souhaitant peut-être même une plus grande autonomie. Le parti du congrès est divisé. Certains dirigeants appellent à rétablir le statu quo antérieur, tandis que d'autres ont publiquement approuvé le résultat final, mais critiqué les moyens légaux utilisés pour y parvenir, ainsi que la répression temporaire dans la vallée, mais rien d'autre. De nombreuses craintes légitimes ont été exprimées au sujet de l'agression du fédéralisme indien,

Mais lorsqu'il est question de préserver la « sécurité nationale », il n'y a pas de désaccord : le Cachemire doit rester une partie de l'Inde.

### **La question centrale**

C'est là que réside le dilemme de base. Tout dépend de l'évolution de la situation au Cachemire au cours des décennies et des générations à venir. Pendant plus de soixante-dix ans, le peuple cachemirien a exprimé à plusieurs reprises son désir de conserver son statut distinct. Tous souhaitent la démilitarisation, mais ont exprimé leur désaccord sur trois points distincts quant à la voie à suivre. Ces partis politiques, à savoir la Conférence nationale (NC) et son rival, le Parti populaire démocratique (PDP), souhaitent rester en Inde et pratiquer le clientélisme fondé sur le favoritisme. Ils se sont donc contentés de jouer le jeu du pouvoir et de la négociation -Faire avec New Delhi, compétition électorale et alliances sans principes entre eux et avec l'unité locale du parti du Congrès au Jammu-et-Cachemire.

Ensuite, il y a les partis et les groupes qui épousent une forme de séparatisme, qui sont à peine

impliqués dans la lutte clandestine, mais qui sont maintenus sous un contrôle central beaucoup plus strict, fréquemment harcelés et leurs dirigeants détenus. Le mouvement clandestin est principalement responsable de l'organisation de mobilisations de masse non-violentes et de la participation à des violences de représailles contre la brutalité de l'occupation. Ceci est principalement mené par les Cachemiriens locaux, jeunes et vieux.

Bien qu'il y ait certainement un afflux de divers groupes d'insurgés venant de l'autre côté de la frontière, c'est un mythe que ce sont ces militants (ou « terroristes », comme on les appelle officiellement), qui sont à l'origine de la présence si lourde des Indiens armés. Selon le propre compte rendu de New Delhi, ces « terroristes », d'origine locale ou pakistanaise, seraient aujourd'hui au nombre de quelques centaines – beaucoup moins que les quelques milliers qui auraient été là au plus fort du militantisme des années 1990. Dans aucun des deux cas, on ne peut raisonnablement affirmer qu'il faut 750 000 hommes armés et plus pour contrôler ces chiffres.

Cette fin de l'autonomie ne sera pas inversée par un futur gouvernement indien. Pourtant, compte tenu de la façon dont les Cachemiriens se sont depuis longtemps comportés face à l'occupation indienne de longue date, il n'y a aucune raison de douter que leur résistance continuera et que beaucoup d'autres ne voudront pas faire partie de l'Union indienne. Si une majorité de plus en plus nombreuse de la vallée, peut-être rejointe par de plus en plus de musulmans du Jammu, va dans cette direction, à quoi peut-on s'attendre ? Cela conduira certainement à une répression militaire durable et encore plus brutale de la part du BJP / RSS. Si la résistance continue et se renforce, davantage de personnes au Pakistan, dans le monde musulman et peut-être ailleurs, commenceront à s'agiter et à lui apporter un soutien matériel et politique accru.

Si le juste milieu au Cachemire a été détruit, qu'en est-il de ceux du reste de l'Inde qui s'opposent à la brutalité indienne au Cachemire mais ne sont pas disposés à respecter le droit des Cachemiris de déterminer leur propre avenir politique, y compris la sécession ? La formule classique léniniste et véritablement démocratique a toujours été qu'une communauté opprimée comme les Cachemiris doit avoir le droit de décider de son propre avenir politique, ce qui pourrait dans ce cas être : a) de se battre pour une plus grande autonomie en Inde ; b) indépendance ; ou c) fusion avec le Pakistan. Aucun intellectuel libéral en vue, ni même aucun dirigeant des partis communistes traditionnels après le 5 août n'a pris publiquement cette position. Les critiques puissantes et légitimes sur ce qui a été fait abondent, de même que les bonnes extrapolations des dangers démocratiques qui en découlent maintenant.

Le problème, toutefois, est que l'on peut ne pas être d'accord avec la manière dont les Cachemiriens pourraient vouloir exercer ce droit, par exemple en voulant l'indépendance ou même en se joignant au Pakistan ; et même chercher à les persuader de ne pas choisir cette voie et de continuer à se battre pour une Inde démocratique. Mais le principe démocratique fondamental consiste à *respecter leur droit de choisir*.

Cela signifie s'opposer catégoriquement à tous les efforts déployés par le gouvernement indien pour les empêcher de force d'exercer ce choix à l'avenir. La meilleure chose à faire serait d'organiser des référendums distincts et contraignants au Ladakh, au Jammu et dans la vallée, reflétant les trois choix d'être avec l'Inde, d'être avec le Pakistan ou l'indépendance. Nous savons que la majorité des deux premières régions choisiraient de rester et la troisième d'être séparée. Nous savons également qu'aucun référendum de ce type ne sera jamais offert.

Quel est alors l'intérêt de prendre une telle position ? C'est simplement qu'aujourd'hui et à l'avenir, le seul moyen véritablement honnête et courageux de manifester sa solidarité avec les souffrances du peuple cachemiri consiste à le déclarer. Il ne suffit pas de s'opposer à toutes les formes de force susceptibles d'être utilisées contre les Cachemiris, car le but principal de cette force est d'empêcher

la séparation territoriale – c’est quelque chose que l’on accepte en silence comme une situation qui ne doit jamais être autorisée à se produire, quels que soient les principaux malades qui souhaitent choisir eux-mêmes.

Dans les mois et les années à venir, il y aura de nombreuses occasions où toutes sortes de progressistes indiens non cachemiris devront se réunir pour s’opposer à la violence gouvernementale contre les Cachemiris. Nos préférences différentes pour ce que nous considérons comme le meilleur avenir pour les Cachemiris ne doivent pas empêcher cette unité concrète de lutte. En même temps, nous ne devons jamais nous taire comme complices des pouvoirs qui chercheraient à priver le peuple opprimé du Cachemire du droit non seulement de choisir, mais aussi de poursuivre *librement* son objectif d’autodétermination collective.

---

### **Achin Vanaik**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.*

---

### **P.-S.**

[ACHIN VANAİK](#), extrait d’un texte paru dans Jacobin, 30 août 2019

<http://alter.quebec/cachemire-les-menaces-de-lhindutva/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d’esquisser des chemins que pourrait emprunter l’altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l’altermondialisme et de l’internationalisme.

**Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste :** [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)